



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right
of Canada, in accordance with the terms and conditions
set out herein, referred to herein or attached hereto, the
goods, services, and construction listed herein and on any
attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la
Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou
incluses par référence dans la présente et aux annexes
ci-jointes, les biens, services et construction énumérés
ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Marine Machinery and Services / Machineries et services
maritimes

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage III, 8B3

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet Compresseurs de Plongée portatifs	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8482-217974/A	Date 2022-02-25
Client Reference No. - N° de référence du client W8482-217974	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ML-066-28559	
File No. - N° de dossier 066ml.W8482-217974	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2022-04-12 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Durocher, Daniel	Buyer Id - Id de l'acheteur 066ml
Telephone No. - N° de téléphone (873) 455-3877 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

1. PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1. Résumé d'approvisionnement	3
1.2. Compte rendu	3
1.3. Service Connexion postal	3
2. PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	3
2.1. Instructions, clauses et conditions uniformisées	3
2.2. Présentation des soumissions	4
2.3. Demandes de renseignements – Demande de soumissions	6
2.4. Lois applicables	6
2.5. Processus de contestation des offres et mécanismes de recours	6
3. PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DE LA SOUMISSION	7
3.1. Instructions pour la préparation de la soumission	7
4. PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	8
4.1. Procédures d'évaluation	8
4.2. Méthode de sélection – Articles multiples	9
5. PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	10
5.1. Attestations exigées avec la soumission	10
5.2. Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires	10
1. PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	12
1.1. Exigences relatives à la sécurité	12
1.2. Besoin	12
1.3. Clauses et conditions uniformisées	12
1.4. Modalités du contrat	12
1.5. Autorités	13
1.6. Paiement	14
1.7. Instructions relatives à la facturation	15
1.8. Attestations et renseignements supplémentaires	15
1.9. Lois applicables	16
1.10. Priorité des documents	16
1.11. Contrat de défense	16
1.12. Assurance – aucune exigence particulière	16
1.13. Clauses du Guide des CCUA	16
1.14. Règlement des différends	17
1.15. Condition du matériel – contrat	17
1.16. Emballage	17
ANNEXE A	22
ÉNONCÉ TECHNIQUE DU BESOIN	22
1.0 PORTÉE	24
2.0 DOCUMENTS PERTINENTS	24
2.1 Généralités	24
2.2 Ordre de priorité	24
3.0 EXIGENCES	24
3.1 Généralités	24
3.2 Caractéristiques	25
3.3 Exigences environnementales	28
3.4 Documentation	29

3.5 Certification de système de management de la qualité	29
4.0 Livraison des compresseurs portatifs d'air respirable de plongée et des manuels d'utilisation et d'entretien	29
4.1 Produits livrables	29
4.2 Conformité	30
4.3 Fiabilité, disponibilité et facilité d'entretien	30
5.0 ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	31
ANNEXE B	32
Base de paiement et plan d'évaluation financière	32
ANNEXE C À LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	33
Instruments de paiement électronique	33
ANNEXE D	34
Critères d'évaluation techniques obligatoires	34
ANNEXE E	35
EXEMPLE DE DÉCLARATION DE CONFORMITÉ À L'ETB	35
SOUS LA FORME D'UNE MATRICE D'EXIGENCES	35
ANNEXE « F » de la PARTIE 5 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS	36
PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION	36

1. PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1. Résumé d'approvisionnement

Les Forces armées canadiennes (FAC) ont besoin de remplacer les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée désuets qui sont utilisés par les plongeurs-démineurs de la Marine royale canadienne (MRC), les plongeurs de combat de l'Armée de terre, les techniciens en recherche et sauvetage et les équipes de plongeurs d'inspection portuaire par de nouveaux compresseurs entraînés par des moteurs à essence et électriques.

L'approvisionnement visera à remplacer cinquante-cinq (55) compresseurs portatifs d'air respirable de plongée entraînés par des moteurs à essence et vingt (20) compresseurs portatifs d'air respirable de plongée entraînés par des moteurs électriques. Pour répondre aux besoins opérationnels des Forces armées canadiennes, l'ensemble des compresseurs fournis par l'entrepreneur doivent être de la même marque et du même modèle.

Le besoin comprend toutes les exigences techniques connexes décrites dans le présent document, incluant l'énoncé technique du besoin (ETB) joint à l'annexe A.

1.2. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être communiqué par écrit ou par téléphone.

1.3. Service Connexion postal

Les soumissionnaires doivent utiliser le service Connexion postal de la Société canadienne des postes pour présenter leur soumission par voie électronique. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, « Instructions à l'intention des soumissionnaires », et la partie 3, « Instructions pour la préparation des soumissions », de la demande de soumissions pour obtenir de plus amples renseignements.

2. PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions au moyen d'un numéro, d'une date et d'un titre sont reproduites dans le **Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat** (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions et ils acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003 \(2020-05-28\)](#), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Solicitation No. - N° de l'invitation W8482-217974/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 066ml
Client Ref. No. - N° de réf. du client W8482-217974	File No. - N° du dossier 066ml.W8482-217974	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

2.1.1. Condition du matériel – soumissions

Les matériaux fournis devront être neufs, avoir été fabriqués au cours des cinq (5) dernières années et être conformes à la version la plus récente des dessins, des spécifications ou des numéros des pièces en vigueur à la date de clôture de la demande de soumissions.

2.1.2 Emballage

- a) L'emballage d'expédition doit protéger de manière adéquate les pièces et composants contre tout dommage pendant le transport et la manutention.
- b) Chaque emballage d'expédition (chaque palette ou carton d'expédition) doit être identifié à l'aide d'une étiquette d'expédition assez résistante pour demeurer fixée à l'emballage pendant le transport et la manutention.
- c) Chaque emballage d'expédition doit contenir un bordereau de livraison sur lequel doivent figurer, mais sans s'y limiter, les renseignements suivants : le nom et l'adresse de l'expéditeur, le nom et l'adresse du destinataire, un numéro de bordereau de livraison, une liste détaillée du contenu et le numéro du contrat.

2.2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués dans la demande de soumissions.

Remarque : Pour les soumissionnaires qui choisissent de présenter leurs soumissions en utilisant Connexion postal pour la clôture des soumissions au Module de réception des soumissions dans la région de la capitale nationale (RCN), l'adresse de courriel est la suivante:
tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque: Les soumissions envoyées directement par courriel à cette adresse de courriel ne seront pas acceptées. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal, de la manière décrite dans le document [2003](#), Instructions uniformisées, ou pour envoyer des soumissions dans un message Connexion postal si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur pour Connexion postal.

2.2.1. Transmission au moyen du service Connexion postal

Les soumissions doivent être transmises au moyen du service Connexion postal conformément au document [2003](#), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels.

Sauf indication contraire dans la demande de soumissions, les soumissions peuvent être transmises au moyen du service Connexion postal
https://www.canadapost.ca/web/fr/products/details.page?article=epost_connect_send_a) fourni par la Société canadienne des postes. Le processus à suivre est disponible sur la page Web Étapes à suivre pour la transmission d'une soumission au Module de réception des soumissions (MRS) par l'intermédiaire de Connexion (<https://achatsetventes.gc.ca/etapes-a-suivre-pour-la-transmission-d-une-soumission-au-module-de-reception-des-soumissions-mrs-par-l-intermediaire-de-connexion>).

Solicitation No. - N° de l'invitation W8482-217974/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 066ml
Client Ref. No. - N° de réf. du client W8482-217974	File No. - N° du dossier 066ml.W8482-217974	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

La seule adresse de courriel qu'il est acceptable d'utiliser avec Connexion postal pour transmettre une réponse à une demande de soumissions émise par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) dans la région de la capitale nationale est :

TPSGC.DGAreceptiondessoumissions-ABBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Pour transmettre une soumission à l'aide du service Connexion postal, le soumissionnaire doit utiliser l'une des deux options suivantes:

- a) envoyer directement sa soumission uniquement au Module de réception des soumissions précisé de TPSGC à l'aide de sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal fourni par la Société canadienne des postes; ou
- b) envoyer dès que possible, et, dans tous les cas, au moins six jours ouvrables avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions (afin de garantir une réponse), un courriel qui contient le numéro de la demande de soumissions au Module de réception des soumissions précisé de TPSGC pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postal. Les demandes d'ouverture de conversation Connexion postal reçues après ce délai pourraient demeurer sans réponse.

Si le soumissionnaire envoie un courriel pour demander le service Connexion postal au Module de réception des soumissions précisé dans la demande de soumissions, un agent du Module de réception des soumissions lancera une conversation Connexion postal. La conversation Connexion postal créera une alerte par courriel de la Société canadienne des postes invitant le soumissionnaire à accéder et à répondre au message dans la conversation. Le soumissionnaire sera alors en mesure de transmettre sa soumission par la suite à n'importe quel moment avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions.

Si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur pour transmettre sa soumission, il doit maintenir la conversation Connexion postal ouverte pendant au moins 30 jours ouvrables du gouvernement fédéral après la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions.

Le numéro de la demande de soumissions doit être indiqué dans le champ réservé à la description du message dans Connexion postal dans toutes les transmissions électroniques.

Il faut avoir une adresse postale canadienne pour utiliser le service Connexion postal. Si le soumissionnaire n'a pas d'adresse postale canadienne, il peut utiliser l'adresse du Module de réception des soumissions indiquée dans la demande de soumissions pour s'inscrire au service.

Pour les soumissions transmises par le service Connexion postal, le Canada ne pourra être tenu responsable d'aucune défaillance attribuable à l'utilisation de ce mode de transmission ou de réception. Entre autres, le Canada n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :

- a) la réception d'une soumission brouillée, corrompue ou incomplète;
- b) l'indisponibilité ou le mauvais état du service Connexion postal;
- c) l'incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et celui utilisé pour la réception;
- d) un retard dans la transmission ou la réception de la soumission;
- e) une mauvaise identification de la soumission par le soumissionnaire;
- f) l'illisibilité de la soumission;
- g) la sécurité des données contenues dans la soumission;
- h) l'incapacité de créer une conversation électronique au moyen du service Connexion postal.

Solicitation No. - N° de l'invitation W8482-217974/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 066ml
Client Ref. No. - N° de réf. du client W8482-217974	File No. - N° du dossier 066ml.W8482-217974	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Le Module de réception des soumissions enverra un accusé de réception des documents de soumission au moyen de la conversation Connexion postal, peu importe si la conversation a été amorcée par le fournisseur en utilisant sa propre licence d'utilisateur ou le Module de réception des soumissions. Cet accusé de réception ne confirmera que la réception des documents de soumission et ne confirmera pas si les pièces jointes peuvent être ouvertes ou si leur contenu est lisible.

Les soumissionnaires doivent s'assurer qu'ils utilisent la bonne adresse de courriel pour le Module de réception des soumissions lorsqu'ils amorcent une conversation dans Connexion postal ou qu'ils communiquent avec le Module de réception des soumissions; ils ne doivent pas se fier à l'exactitude du copier-coller de l'adresse de courriel dans Connexion postal.

Une soumission transmise par le service Connexion postal constitue la soumission officielle du soumissionnaire et doit être conforme à l'article 05, « Présentation des soumission », du document [2003 \(2020-05-28\)](#), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels.

En raison de la nature de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3. Demandes de renseignements – Demande de soumissions

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Les demandes de renseignements reçues après ce délai pourraient demeurer sans réponse.

Les soumissionnaires devraient indiquer aussi fidèlement que possible l'article numéroté de la demande de soumission auquel se rapporte leur demande de renseignements. Ils doivent prendre soin d'expliquer chaque question en donnant suffisamment de détails pour permettre au Canada de fournir une réponse exacte. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article. Les articles portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire afin d'en éliminer le caractère exclusif et de permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4. Lois applicables

Tout contrat éventuel sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5. Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.

(b) Le Canada invite les fournisseurs à d'abord faire part de leurs préoccupations à l'autorité contractante. Sous la rubrique « Processus de contestation des offres et mécanismes de recours » du site Web Achats et ventes, on trouve de l'information sur des organismes potentiels de traitement des contestations comme:

- a. le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA);
- b. le Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE).

Remarque: Les fournisseurs doivent savoir qu'il y a des **délais stricts** à respecter pour déposer des plaintes et que ces périodes peuvent varier selon l'organisme choisi pour se prévaloir d'un recours. Les fournisseurs doivent donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

3. PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DE LA SOUMISSION

3.1. Instructions pour la préparation de la soumission

Le Canada demande au soumissionnaire de présenter sa soumission conformément à l'article 08 des Instructions uniformisées de 2003. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes, comme indiqué ci-dessous.

Section I : Soumission technique;

Section II : Soumission financière;

Section III : Attestations.

Les prix ne doivent figurer que dans la soumission financière. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section dans la soumission.

En raison de la nature de la demande de soumissions, les soumissions transmises par tout autre moyen que le système Connexion postel ne seront pas acceptées.

Section I : Soumission technique

La soumission technique doit comprendre les éléments suivants :

- (a) L'annexe D, « Critères techniques obligatoires », dûment remplie;
- (b) L'énoncé de conformité à l'annexe A, « Énoncé technique du besoin (ETB) », dûment rempli sous la forme d'une matrice d'exigences conformément à l'exemple fourni à l'annexe E.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément à l'annexe B, « Base de paiement et plan d'évaluation financière ».

3.1.1. Paiement électronique des factures – soumission

Si vous êtes disposé à accepter les paiements de factures effectués au moyen d'instruments de paiement électronique, remplissez l'annexe C, « Instruments de paiement électronique » pour indiquer ceux qui sont acceptés.

Solicitation No. - N° de l'invitation W8482-217974/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 066ml
Client Ref. No. - N° de réf. du client W8482-217974	File No. - N° du dossier 066ml.W8482-217974	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Si l'annexe C, « Instruments de paiement électronique », n'est pas remplie, l'on considérera que les instruments de paiement électronique ne sont pas acceptés pour le paiement des factures.

L'acceptation des modes de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2. Fluctuations du taux de change

1. Le soumissionnaire peut demander au Canada d'assumer les risques et les avantages liés aux fluctuations du taux de change. Si le soumissionnaire revendique un rajustement du taux de change, cette demande doit être clairement indiquée dans la soumission au moment de la présentation. Le soumissionnaire doit présenter le formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#)ⁱ, *Demande de rajustement du taux de change*, avec sa soumission, en indiquant en dollars canadiens le montant en monnaie étrangère (MME) applicable à chaque article pour lequel un rajustement du taux de change est nécessaire.
2. Le MME est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ledit montant devrait inclure toutes les taxes applicables ainsi que tous les droits et autres frais qui sont payés par le soumissionnaire et qui doivent être inclus dans le montant de rajustement.
3. Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, en fonction du MME et de la disposition sur les fluctuations du taux de change prévue au contrat. Le rajustement du taux de change ne sera appliqué que lorsque la fluctuation dudit taux sera supérieure à 2% (augmentation ou diminution du taux).
4. Au moment de la présentation de sa soumission, le soumissionnaire doit remplir les colonnes (1) à (4) du formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#)ⁱⁱ pour chaque article auquel il veut appliquer la disposition sur les fluctuations du taux de change. Lorsque les soumissions sont évaluées en dollars canadiens, les valeurs en dollars figurant dans la colonne (3) devraient également être en dollars canadiens, de sorte que le montant du rajustement soit dans la même devise que le paiement.
5. Aux fins de la présente disposition sur les fluctuations du taux de change, les autres taux ou calculs proposés par le soumissionnaire ne seront pas acceptés.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la partie 5.

4. PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1. Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

Solicitation No. - N° de l'invitation W8482-217974/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 066ml
Client Ref. No. - N° de réf. du client W8482-217974	File No. - N° du dossier 066ml.W8482-217974	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

4.1.1. Évaluation technique

Conformément à la partie 3, article 3.1, les produits livrables techniques suivants du soumissionnaire seront évalués:

- (a) l'annexe D, « Critères techniques obligatoires », dûment remplie;
- (b) l'énoncé de conformité à l'annexe A, « Énoncé technique du besoin (ETB) », dûment rempli sous la forme d'une matrice d'exigences conformément à l'exemple fourni à l'annexe E.

4.1.2. Évaluation financière

4.1.2.1 Évaluation du prix – Soumissionnaires canadiens et étrangers

1. Le prix évalué d'une soumission sera déterminé conformément à la base de paiement et au plan d'évaluation financière soumis à l'annexe B, comme suit:
 - a. Les soumissionnaires établis au Canada doivent proposer des prix fermes comprenant les droits de douane et les taxes d'accise du Canada, taxes applicables en sus.
 - b. Les soumissionnaires établis à l'étranger doivent proposer des prix fermes ne comprenant pas les droits de douane et les taxes d'accise du Canada, taxes applicables en sus. Les droits de douane et les taxes d'accise du Canada à payer par le Canada seront ajoutés, à des fins d'évaluation seulement, aux prix proposés par les soumissionnaires établis à l'étranger.
2. À moins qu'il soit clairement indiqué dans l'invitation que les prix sont fournis en dollars canadiens, les soumissions présentées en devises étrangères seront converties en dollars canadiens aux fins d'évaluation. Le taux fourni par la Banque du Canada en vigueur à la date de clôture de la demande de soumissions, ou toute autre date spécifiée dans la demande de soumissions, sera utilisé pour la conversion des soumissions fournies en devises étrangères.
3. Bien que le Canada se réserve le droit d'attribuer le contrat franco transporteur (FCA) usine selon les [Incoterms® 2010](#) ou rendu droits acquittés (DDP) destination selon les [Incoterms® 2010](#), le Canada demande que les soumissionnaires proposent des prix FCA usine ou point d'expédition selon les [Incoterms® 2010](#) et DDP destination selon les [Incoterms® 2010](#). Les soumissions seront évaluées sur la base DDP destination selon les [Incoterms® 2010](#).
4. Pour les fins de la demande de soumissions, les soumissionnaires qui ont une adresse au Canada sont considérés comme étant des soumissionnaires établis au Canada, et les soumissionnaires qui ont une adresse à l'extérieur du Canada sont considérés comme étant des soumissionnaires établis à l'étranger.
5. Les produits livrables financiers suivants du soumissionnaire seront également évalués:
 - a. la dénomination sociale complète du soumissionnaire;
 - b. les coordonnées complètes du représentant de l'entreprise responsable de la proposition.

4.2. Méthode de sélection – Articles multiples

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères techniques et financiers obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission

Solicitation No. - N° de l'invitation W8482-217974/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 066ml
Client Ref. No. - N° de réf. du client W8482-217974	File No. - N° du dossier 066ml.W8482-217974	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

recevable avec le prix global total évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

5. PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées et les renseignements supplémentaires nécessaires.

Le gouvernement du Canada peut vérifier à tout moment les attestations que les soumissionnaires lui remettent. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera qu'une soumission est non recevable, ou qu'il y a manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi que le soumissionnaire a soumis, sciemment ou non, une attestation jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Le fait de ne pas répondre et de ne pas coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante aura pour effet que la soumission sera déclarée non recevable, ou sera considéré comme un manquement aux termes du contrat.

5.1. Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent soumettre les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1. Dispositions relatives à l'intégrité – déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des Instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, **le cas échéant**, le formulaire de déclaration se trouvant sur le site Web des formulaires du régime d'intégrité (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission soit prise en compte dans le cadre du processus d'approvisionnement.

5.2. Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être présentés avec la soumission, mais il est possible de les présenter par la suite. Si l'une des attestations exigées ou que certains des renseignements supplémentaires requis ne sont pas fournis conformément aux exigences, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai dont il dispose pour produire le document ou les renseignements. Si le soumissionnaire ne fournit pas les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, sa soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1. Dispositions relatives à l'intégrité – documentation requise

Conformément à l'article intitulé « Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier » de la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation requise, s'il y a lieu, afin que sa soumission soit prise en compte dans le cadre du processus d'approvisionnement.

Solicitation No. - N° de l'invitation W8482-217974/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 066ml
Client Ref. No. - N° de réf. du client W8482-217974	File No. - N° du dossier 066ml.W8482-217974	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

5.2.2. Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ni lui ni un membre de la coentreprise, si le soumissionnaire est une coentreprise, ne figurent sur la « Liste des soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi qui figure au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Programme du travail (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure sur la « Liste des soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pour l'équité en matière d'emploi au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur ou, le cas échéant, tout membre de la coentreprise figure sur la « Liste des soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit soumettre l'annexe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – attestation » dûment remplie à l'autorité contractante avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit soumettre l'annexe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – attestation » dûment remplie à l'autorité contractante, et ce, pour chaque membre de la coentreprise.

1. PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

1.1. Exigences relatives à la sécurité

Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

1.2. Besoin

Les Forces armées canadiennes (FAC) remplaceront les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée désuets qui sont utilisés par les plongeurs-démineurs de la Marine royale canadienne (MRC), les plongeurs de combat de l'Armée de terre, les techniciens en recherche et sauvetage et les équipes de plongeurs d'inspection portuaire par de nouveaux compresseurs entraînés par des moteurs à essence et électriques.

L'entrepreneur remplacera cinquante-cinq (55) compresseurs portatifs d'air respirable de plongée entraînés par des moteurs à essence et vingt (20) compresseurs portatifs d'air respirable de plongée entraînés par des moteurs électriques. Pour répondre aux besoins opérationnels des Forces armées canadiennes, l'ensemble des compresseurs fournis par l'entrepreneur doivent être de la même marque et du même modèle.

Le besoin comprend toutes les exigences techniques connexes décrites dans le présent document, incluant l'énoncé technique du besoin (ETB) joint à l'annexe A.

1.3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

1.3.1. Conditions générales

Les conditions [2010A \(2021-12-02\)](#), « Conditions générales: biens (complexité moyenne) » s'appliquent au contrat et en font partie.

1.4. Modalités du contrat

1.4. Durée du contrat

Tous les produits livrables énumérés à l'article 4, « Produits livrables », de l'ETB doivent être fabriqués, testés, livrés et acceptés par le Canada au plus tard le 31 mars 2023.

1.4.1. Point de livraison

Les produits livrables doivent être livrés au point de livraison conformément à l'annexe A à l'ETB, article 4, « Livraison des compresseurs portatifs ».

Solicitation No. - N° de l'invitation W8482-217974/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 066ml
Client Ref. No. - N° de réf. du client W8482-217974	File No. - N° du dossier 066ml.W8482-217974	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

1.5. Autorités

1.5.1. Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom: Daniel Durocher
Titre: Spécialiste en approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale de l'approvisionnement maritime et de la défense
Direction des radoubs, de la logistique et de la construction des petits navires

Adresse:
11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III, 6A2
Gatineau (Québec)
K1A 0S5

Téléphone: 873-455-3877
Courriel: daniel.durocher@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat; toute modification au contrat doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat à la suite de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

1.5.2. Autorité technique

L'autorité technique pour le contrat est:

Nom:
Titre:
Organisation:

Adresse:
Téléphone: ____ ____
Télécopieur: ____ ____
Courriel: _____

(L'autorité contractante inscrira les renseignements relatifs à l'autorité technique au moment de l'attribution du contrat.)

L'autorité technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés conformément au contrat. Elle s'occupe de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus au contrat. Il est possible de discuter des questions techniques avec l'autorité technique, mais celle-ci ne peut pas autoriser de changements à la portée des travaux. Tout changement à la portée des travaux ne peut être fait que par une modification au contrat par l'autorité contractante.

1.5.3. Représentant de l'entrepreneur

Le représentant de l'entrepreneur est:

Nom:

Solicitation No. - N° de l'invitation W8482-217974/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 066ml
Client Ref. No. - N° de réf. du client W8482-217974	File No. - N° du dossier 066ml.W8482-217974	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Titre:

Organisation:

Adresse:

Téléphone: ____

Télécopieur: ____

Courriel: _____

(L'autorité contractante inscrira le représentant de l'entrepreneur qui est précisé par le soumissionnaire dans sa soumission.)

1.6. Paiement

1.6.1. Base de paiement – prix unitaires fermes

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé les prix unitaires fermes précisés à l'annexe B, « Base de paiement », franco transporteur (FCA) selon les [Incoterms® 2010](#), comprenant les droits de douane et les taxes d'accise du Canada, taxes applicables en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement apporté à la conception ni pour toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

1.6.2. Paiements multiples

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque des unités auront été complétées et livrées conformément aux dispositions de paiement du contrat si:

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions relatives à la facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux exécutés ont été acceptés par le Canada.

1.6.3. Clauses du Guide des CCUA

[C2605C \(2008-05-12\)](#), Droits de douane et taxes de vente du Canada – entrepreneur établi à l'étranger

[C2606C \(2008-05-12\)](#), Exemption des droits de douane et des taxes d'accise (s'il y a lieu)

[C2610C \(2007-11-30\)](#), Droits de douane – Ministère de la Défense nationale est l'importateur

[C3015C \(2017-08-17\)](#), Rajustement relatif à la fluctuation du taux de change (s'il y a lieu)

1.6.4. Paiement électronique des factures – contrat

(L'autorité contractante reproduira ci-dessous les renseignements fournis à l'annexe C, « Instruments de paiement électronique », où le soumissionnaire a énuméré les instruments de paiement électronique qu'il accepte.)

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen des instruments de paiement électronique suivants:

- a. dépôt direct (national et international);
- b. échange de données informatisées (EDI);

Solicitation No. - N° de l'invitation W8482-217974/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 066ml
Client Ref. No. - N° de réf. du client W8482-217974	File No. - N° du dossier 066ml.W8482-217974	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

c. virement télégraphique (international seulement).

1.6.5. Taxes – entrepreneur établi à l'étranger (s'il y a lieu)

À moins d'indication contraire dans le contrat, le prix n'inclut aucun montant pour toute taxe d'accise fédérale, taxe de vente ou taxe d'utilisation locale ou provinciale, ou toute autre taxe de nature semblable, ou toute autre taxe canadienne, quelle qu'elle soit. Ce prix comprend toutefois toutes les autres taxes. Si les travaux sont normalement assujettis à la taxe d'accise fédérale, le Canada fournira à l'entrepreneur, sur demande, un certificat d'exonération de cette taxe selon la forme prescrite par les règlements fédéraux.

Le Canada fournira à l'entrepreneur les preuves d'exportation qui peuvent être exigées par les autorités fiscales. Si le Canada omet de le faire, et qu'en conséquence l'entrepreneur doit payer la taxe d'accise fédérale, le Canada remboursera l'entrepreneur si l'entrepreneur prend les mesures que le Canada est en droit d'exiger pour recouvrer tout paiement effectué par l'entrepreneur. L'entrepreneur doit rembourser au Canada tout montant ainsi recouvré.

1.7. Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé «Présentation des factures» des conditions générales. Les factures ne doivent pas être présentées avant que tous les travaux indiqués sur la facture soient achevés.

Chaque facture doit être appuyée par une copie du document de sortie et de tout autre document, conformément à ce qui est spécifié au contrat.

2. Les factures doivent être acheminées de la façon suivante:
 - a. L'original doit être acheminé à l'adresse suivante pour attestation et paiement:
Ministère de la Défense nationale
25 DAFC/Magasin
C.P. 4000, succursale K
Montréal (Québec)
H1N 3R9
 - b. Une (1) copie électronique doit être acheminée à l'autorité contractante précisée sous l'article intitulé « Autorités » du contrat.

1.8. Attestations et renseignements supplémentaires

1.8.1. Conformité

À moins d'indications contraires, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat ainsi que la coopération constante pour communiquer tout renseignement supplémentaire sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

1.8.2. Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – manquement de la part de l'entrepreneur

L'entrepreneur comprend et convient que lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi est conclu entre l'entrepreneur et le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada (EDSC), cet accord doit demeurer valide pendant toute la durée du contrat. Si cet accord devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la « [Liste des soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](#) » du Programme de contrats fédéraux. L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré comme ayant commis un manquement aux modalités du contrat.

1.9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ (l'autorité contractante doit inscrire le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu), et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

1.10. Priorité des documents

En cas de contradiction dans le libellé des textes énumérés dans la liste qui suit, c'est le libellé du document qui figurera en premier dans la liste qui aura préséance sur celui de tout autre document figurant plus bas dans la liste:

- (a) les dispositions du contrat;
- (b) 2010A (2021-12-02), « Conditions générales : biens (complexité moyenne) »;
- (c) l'annexe A, Énoncé technique du besoin;
- (d) l'annexe B, Base de paiement;
- (e) la soumission de l'entrepreneur datée du _____ (l'autorité contractante inscrira la date de la soumission indiquée par le soumissionnaire dans celle-ci).

1.11. Contrat de défense

Guide des CCUA, clause [A9006C \(2012-07-16\)](#), Contrat de défense

1.12. Assurance – aucune exigence particulière

Guide des CCUA, clause [G1005C \(2016-01-28\)](#), Assurance – aucune exigence particulière

1.13. Clauses du Guide des CCUA

[B7500C \(2006-06-16\)](#), Marchandises excédentaires
[D2000C \(2007-11-30\)](#), Marquage
[D2001C \(2007-11-30\)](#), Étiquetage
[D2025C \(2017-08-17\)](#), Matériaux d'emballage en bois
[D6010C \(2007-11-30\)](#), Palettisation
[D9002C \(2007-11-30\)](#), Ensembles incomplets

Solicitation No. - N° de l'invitation W8482-217974/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 066ml
Client Ref. No. - N° de réf. du client W8482-217974	File No. - N° du dossier 066ml.W8482-217974	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

1.14. Règlement des différends

Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du contrat et après.

Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du contrat, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.

Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.

Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « Règlement des différends ».

1.15. Condition du matériel – contrat

L'entrepreneur doit fournir du matériel neuf, qui fait partie de la production courante¹ et qui est fourni par le fabricant principal ou son agent accrédité. Le matériel doit être conforme à la dernière version du plan, du devis et du numéro de pièce applicables, selon le cas, qui était en vigueur à la date de clôture de la demande de soumissions.

¹Le matériel fourni au ministère de la Défense nationale doit avoir été produit dans les cinq (5) dernières années.

1.16. Emballage

L'emballage d'expédition doit protéger de manière adéquate les pièces et composants contre tout dommage pendant le transport et la manutention.

Chaque emballage d'expédition (chaque palette ou carton d'expédition) doit être identifié à l'aide d'une étiquette d'expédition assez résistante pour demeurer fixée à l'emballage pendant le transport et la manutention.

Chaque emballage d'expédition doit contenir un bordereau de livraison sur lequel doivent figurer, mais sans s'y limiter, les renseignements suivants: le nom et l'adresse de l'expéditeur, le nom et l'adresse du destinataire, un numéro de bordereau de livraison, une liste détaillée du contenu et le numéro du contrat.

1.17. Amiante

L'entrepreneur ne doit pas utiliser d'amiante dans l'équipement, sauf s'il n'y a aucune autre solution réalisable, auquel cas une justification devra être fournie. Toute pièce contenant de l'amiante doit être étiquetée adéquatement, et le numéro de pièce et l'emplacement doivent être bien indiqués dans les documents techniques.

1.18. Assurance de la qualité

L'entrepreneur doit mettre en place un système d'assurance de la qualité adapté à la portée des travaux à exécuter. Il est recommandé que le système d'assurance de la qualité soit basé sur la norme ISO 9001:2015, **Systèmes de management de la qualité – Exigences**.

L'entrepreneur doit effectuer ou faire effectuer tous les essais et toutes les inspections nécessaires permettant d'établir que le matériel ou les services fournis sont conformes aux dessins, aux spécifications et aux exigences du contrat. L'entrepreneur doit conserver des registres d'inspection exacts et complets qui devront, sur demande, être mis à la disposition du représentant autorisé du ministère de la Défense nationale (MDN), qui pourra en faire des copies et en tirer des extraits pendant l'exécution du contrat et pendant une période d'un (1) an suivant la fin du contrat.

Malgré ce qui précède, tout le matériel pourra être vérifié et accepté par le MDN au point de destination. Le représentant autorisé du MDN au point de destination pourra être le destinataire, le responsable technique ou le responsable de l'assurance de la qualité.

1.19. Instructions d'expédition (ministère de la Défense nationale)

1.19.1. Instructions d'expédition (ministère de la Défense nationale) – entrepreneur établi au Canada

1. La livraison doit s'effectuer franco transporteur (FCA) à (installation de l'entrepreneur indiquée au contrat) _____ selon les Incoterms® 2010. L'entrepreneur doit charger les biens dans les véhicules de l'entreprise de transport désignée par le ministère de la Défense nationale (MDN). Le Canada est ensuite responsable du transport des biens, du point de livraison jusqu'au destinataire.
2. Avant l'expédition des biens, l'entrepreneur doit communiquer avec le Centre de coordination de la logistique intégrée du MDN ci-dessous, par télécopieur ou par courriel, afin de prendre les dispositions voulues pour l'expédition et fournir les renseignements précisés au paragraphe 3.

Centre de coordination de la logistique intégrée
Téléphone: 1-877-877-7423 (sans frais)
Télécopieur: 1-877-877-7409 (sans frais)
Courriel: ILHQOttawa@forces.gc.ca

3. Lors de la préparation de l'expédition, l'entrepreneur doit fournir les renseignements suivants au Centre de coordination de la logistique intégrée du ministère de la Défense nationale:
 - a. le numéro du contrat;
 - b. l'adresse du destinataire (pour les adresses multiples, les articles doivent être emballés et étiquetés séparément, et chaque article doit porter l'adresse du destinataire);
 - c. la description de chaque article;
 - d. le nombre de pièces et le type d'emballage (p. ex., boîtes, caisses à claire-voie, fûts, palettes);
 - e. le poids et les dimensions réels de chaque pièce, y compris le poids brut;
 - f. les détails complets sur les marchandises dangereuses ou les produits dangereux, selon les exigences du mode de transport applicable et les certificats nécessaires à leur expédition dûment signés, aux termes des dispositions applicables du Code maritime international des marchandises dangereuses, des règlements de l'Association du

transport aérien international, ou du Règlement sur le transport par mer des marchandises dangereuses et une copie de la fiche signalétique en anglais et en français.

4. Après avoir reçu cette information, le Canada fournira à l'entrepreneur des instructions pertinentes relatives à l'expédition, notamment l'obligation d'utiliser des étiquettes particulières portant l'adresse du destinataire et d'inscrire sur chaque pièce un numéro de contrôle pour le transport.
5. L'entrepreneur ne doit en aucun cas expédier des biens avant d'avoir reçu au préalable les instructions d'expédition du Centre de coordination de la logistique intégrée du MDN.
6. Si l'entrepreneur livre les biens à un endroit et à une date non conformes aux instructions de livraison ou qu'il ne respecte pas les instructions raisonnables de livraison fournies par le Canada, il devra alors rembourser à ce dernier tous les frais et coûts supplémentaires engagés.
7. Si la livraison des biens est reportée du fait de retards occasionnés par le Canada, la propriété quant aux biens ainsi que les risques encourus seront transférés au Canada, soit après un délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle le Canada ou son transitaire désigné aura reçu une demande d'expédition en bonne et due forme, soit après un délai de trente (30) jours suivant la date de livraison précisée dans le contrat, selon la dernière de ces éventualités.

1.19.2. Instructions d'expédition (ministère de la Défense nationale) – entrepreneur établi à l'étranger

1. La livraison doit s'effectuer franco transporteur (FCA) à (installation de l'entrepreneur indiquée au contrat) _____ selon les Incoterms® 2010. L'entrepreneur doit charger les biens dans les véhicules de l'entreprise de transport désignée par le ministère de la Défense nationale (MDN). Le Canada est ensuite responsable du transport des biens, du point de livraison jusqu'au destinataire.
2. Avant l'expédition des biens, l'entrepreneur doit communiquer avec le Centre de coordination de la logistique intégrée du MDN ci-dessous, par télécopieur ou par courriel, afin de prendre les dispositions voulues pour l'expédition et fournir les renseignements précisés au paragraphe 3.

- a. Insérer le texte suivant lorsque l'entrepreneur est situé aux États-Unis (É.-U.) :

Centre de coordination de la logistique intégrée (CCLI)
Téléphone: 1-877-447-7701 (sans frais)
Télécopieur: 1-877-877-7409 (sans frais)
Courriel: ILHQOttawa@forces.gc.ca

- b. Insérer le texte suivant lorsque l'entrepreneur est situé au Royaume-Uni (UK) ou en Irlande:

Logistique intégrée du Royaume-Uni (LIRU)
Téléphone: 011-44-1895-613023, ou 011-44-1895-613024
Télécopieur: 011-44-1895-613046
Courriel: CFSUEDetUKMovements@forces.gc.ca

De plus, l'entrepreneur doit envoyer au LIRU le formulaire "Shipping Advice and Export Certificate", dûment complété, par courriel à: CFSUEDetUKMovements@forces.gc.ca.

Solicitation No. - N° de l'invitation W8482-217974/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 066ml
Client Ref. No. - N° de réf. du client W8482-217974	File No. - N° du dossier 066ml.W8482-217974	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

La livraison de tout article excédant 600 livres sterling (GPB) exporté du Royaume-Uni ou de l'Irlande sera dédouanée par le MDN selon les nouveaux systèmes britanniques d'exportation et de tarifs douaniers, les « New Export Systems » (NES) de Her Majesty's Customs & Excise (HMCE). L'entrepreneur doit respecter les exigences de HMCE en s'enregistrant auprès de cette organisation ou en laissant le soin à un transitaire d'assurer l'entrée des envois au Canada. Une copie imprimée des renseignements entrés dans la section « Export Declaration » des NES, indiquant clairement le « Declaration Unique Consignment Reference Number », doit être fournie par l'entrepreneur et jointe à l'envoi. L'entrepreneur doit s'assurer que cette procédure est exécutée pour tout le matériel, qu'il s'agisse d'exportation d'articles d'achat initial ou d'articles de réparation et de révision. HMCE autorisera l'Unité de soutien des Forces canadiennes (Europe) à expédier les biens seulement si la procédure a été suivie de façon intégrale et convenable par l'entrepreneur. Remarque: Pour être sûr de recevoir une réponse sur tout renseignement contractuel, comme sur les Incoterms, par exemple, incluez toujours le courriel suivant en copie conforme (CC) : ILHQcontract-ILHQcontrat@forces.gc.ca;

- c. Insérer le texte suivant lorsque l'entrepreneur est établi dans un pays autre que le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Irlande:

Logistique intégrée de l'Europe (LIE):
Téléphone: +49-(0)-2203-908-1807 ou 2748 ou 5304
Télécopieur: +49-(0)-2203-908-2746
Courriel: ILEA@forces.gc.ca

Remarque: Pour être sûr de recevoir une réponse sur tout renseignement contractuel, comme sur les Incoterms, par exemple, incluez toujours le courriel suivant en copie conforme (CC) : ILHQcontract-ILHQcontrat@forces.gc.ca.

3. Lors de la préparation de l'expédition, l'entrepreneur doit fournir les renseignements suivants au Centre de coordination de la logistique intégrée du MDN:
 - a. le numéro du contrat;
 - b. l'adresse du destinataire (pour les adresses multiples, les articles doivent être emballés et étiquetés séparément, et chaque article doit porter l'adresse du destinataire);
 - c. une description de chaque article;
 - d. le nombre de pièces et le type d'emballage (p. ex., boîtes, caisses à claire-voie, fûts, palettes);
 - e. le poids et les dimensions réels de chaque pièce, y compris le poids brut;
 - f. une copie de la facture commerciale (conformément à l'article 4 de la clause C2608C du Guide des CCUA) ou une copie du formulaire CI1, *Facture des douanes canadiennes* (PDF 429 Ko) de l'Agence des services frontaliers du Canada – (Aide sur les formats de fichier);
 - g. les codes de la Schedule B (pour l'exportation) et les codes de la Harmonized Tariff Schedule (pour l'importation);
 - h. le certificat d'origine de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (conformément à l'article 2 de la clause C2608C), applicable seulement aux États-Unis et au Mexique;
 - i. les détails complets sur les marchandises dangereuses, selon les exigences du mode de transport applicable et les certificats nécessaires à leur expédition dûment signés, aux termes des dispositions applicables du Code maritime international des marchandises dangereuses, des règlements de l'Association du transport aérien international, ou du Règlement sur le transport par mer des marchandises dangereuses et une copie de la fiche signalétique.

Solicitation No. - N° de l'invitation W8482-217974/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 066ml
Client Ref. No. - N° de réf. du client W8482-217974	File No. - N° du dossier 066ml.W8482-217974	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

4. Après avoir reçu cette information, le Canada fournira à l'entrepreneur et des documents douaniers et des instructions pertinentes relatives à l'expédition, notamment l'obligation d'utiliser des étiquettes particulières portant l'adresse du destinataire et d'inscrire sur chaque pièce un numéro de contrôle pour le transport.
5. L'entrepreneur ne doit en aucun cas expédier des biens avant d'avoir reçu au préalable les instructions d'expédition du Centre de coordination de la logistique intégrée du MDN.
6. Si l'entrepreneur livre les biens à un endroit et à une date non conformes aux instructions de livraison ou qu'il ne respecte pas les instructions raisonnables de livraison fournies par le Canada, il devra alors rembourser à ce dernier tous les frais et coûts supplémentaires engagés.
7. Si la livraison des biens est reportée du fait de retards occasionnés par le Canada, la propriété quant aux biens ainsi que les risques encourus seront transférés au Canada, soit après un délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle le Canada ou son transitaire désigné aura reçu une demande d'expédition en bonne et due forme, soit après un délai de trente (30) jours suivant la date de livraison précisée dans le contrat, selon la dernière de ces éventualités.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8482-217974/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

066ml.W8482-217974

Buyer ID - Id de l'acheteur

066ml

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8482-217974

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ÉNONCÉ TECHNIQUE DU BESOIN

ANNEXE A



ÉNONCÉ TECHNIQUE DU BESOIN

REMPLACEMENT DES COMPRESSEURS PORTATIFS D'AIR RESPIRABLE DE PLONGÉE DES FORCES ARMÉES CANADIENNES



AVIS

Cette documentation a été révisée par l'autorité technique et ne contient pas de marchandises contrôlées. Les avis de divulgation et les instructions de manutention reçues initialement doivent continuer de s'appliquer.

NOTICE

This documentation has been reviewed by the technical authority and does not contain controlled goods. Les avis de divulgation et les instructions de manutention reçues initialement doivent continuer de s'appliquer.

Solicitation No. - N° de l'invitation W8482-217974/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 066ml
Client Ref. No. - N° de réf. du client W8482-217974	File No. - N° du dossier 066ml.W8482-217974	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ÉNONCÉ TECHNIQUE DU BESOIN

Conditions de diffusion

Le présent énoncé technique du besoin (ETB) est un document non classifié du ministère de la Défense nationale. Il est présenté conformément aux prescriptions du *Guide d'approbation des projets*.

Les renseignements et l'orientation contenus dans le présent document serviront à acquérir des compresseurs portatifs d'air respirable de plongée pour les Forces armées canadiennes (FAC). Le présent document présente les besoins des utilisateurs et fournit une base pour l'élaboration du devis en ce qui a trait aux caractéristiques techniques et aux exigences de rendement, ainsi que pour la publication ultérieure d'une demande de propositions par Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC).

Le présent énoncé technique du besoin ne doit être diffusé qu'aux organismes du ministère de la Défense nationale et à leur personnel.

ÉNONCÉ TECHNIQUE DU BESOIN

1.0 PORTÉE

- 1.1** But: Il est nécessaire de remplacer des compresseurs portatifs d'air respirable de plongée désuets utilisés par diverses équipes de plongée des Forces armées canadiennes (FAC).
- 1.2** Contexte: Les FAC utilisent présentement des compresseurs Bauer de modèles KA14-5.5B et K14-5.5E, conçus dans les années 70, pour permettre aux équipes de plongée de remplir leurs bouteilles d'air lorsqu'elles sont déployées pour des exercices ou des opérations. Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée en service sont désuets et ne sont plus pris en charge par le fabricant d'équipement d'origine (FEO).
- 1.3** Lacune: Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée sont utilisés par les plongeurs-démineurs de la Marine royale canadienne (MRC), les plongeurs de combat de l'Armée de terre, les techniciens en recherche et sauvetage et les équipes de plongeurs d'inspection portuaire. Ils sont utilisés pour remplir les bouteilles d'air pour la plongée, tant à l'unité (modèle électrique) que sur le terrain (modèle à essence) et sont en service depuis 1973. Bien qu'ils aient fait leurs preuves en termes de rendement, ils ont atteint la fin de leur cycle de vie. Certains composants ne sont plus pris en charge par le FEO et des conditions de défaillance catastrophique des compresseurs ont été décelées pendant les cycles d'entretien. Puisque certaines pièces de rechange ne sont plus offertes, les routines de maintenance préventive et corrective ne peuvent plus être effectuées.

2.0 DOCUMENTS PERTINENTS

2.1 Généralités

- [C-87-010-010/MS-003](#), Compresseurs d'air haute pression pour la plongée (entraînés par un moteur à essence) (entraînés par un moteur électrique);
- [D-87-003-000/SG-001](#), Pureté de l'air et des mélanges respirables comprimés de plongée;
- Organisation internationale de normalisation (ISO) 9001-2015, Systèmes de management de la qualité.

2.2 Ordre de priorité

- 2.2.1 En cas d'incohérence entre les documents de référence, il faut contacter l'autorité technique (AT) pour obtenir des clarifications.

3.0 EXIGENCES

3.1 Généralités

- 3.1.1 Le présent besoin consiste à repérer, à vérifier et à sélectionner des compresseurs portatifs d'air respirable de plongée commerciaux sur étagère (COTS) qui correspondent aux caractéristiques spécifiées dans le présent document à des fins d'approvisionnement. L'entrepreneur doit fournir des compresseurs portatifs d'air respirable de plongée dont 55 seront entraînés par moteur à

ÉNONCÉ TECHNIQUE DU BESOIN

essence et 20 par moteur électrique pour une utilisation par le personnel de plongée des Forces armées canadiennes. Pour répondre aux besoins opérationnels des Forces armées canadiennes, l'ensemble des compresseurs fournis par l'entrepreneur doivent être de la même marque et du même modèle.

3.2 Caractéristiques

3.2.1 L'entrepreneur doit fournir des compresseurs portatifs d'air respirable de plongée commerciaux sur étagère (COTS). Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée doivent être conçus de manière à satisfaire à la norme CSA B:51:19, et tous les composants sous pression doivent être inscrits auprès de l'organisme provincial canadien responsable de la sûreté des chaudières et des réservoirs sous pression de systèmes haute pression. Les composants sous pression doivent être conçus pour une utilisation dans l'ensemble des provinces et des territoires canadiens et doivent être dotés d'un numéro d'enregistrement canadien (NEC) pour les dispositifs certifiés NEC suivants:

- a) séparateur d'huile et d'eau final;
- b) chambres de filtration pour la purification d'air;
- c) soupape de décharge de sûreté montée sur le séparateur;
- d) clapet de non-retour installé après le séparateur final;
- e) collecteur de vidange automatique.

3.2.2 La chambre de purification des compresseurs portatifs d'air respirable de plongée doit être équipée d'un dispositif de surveillance de l'humidité à sûreté intégrée. Si la connexion électrique entre le module d'affichage et le capteur est perdue, un signal de défaillance doit être généré et le compresseur doit s'arrêter immédiatement. Pour une sécurité absolue et un air respirable de la plus haute qualité, il ne doit pas y avoir de commande manuelle de surpassement pour le dispositif de surveillance de l'humidité. En outre, la chambre de purification doit être conçue de manière à empêcher l'utilisation d'une cartouche filtrante inappropriée ou le fonctionnement de l'appareil sans qu'une cartouche soit installée, et elle doit être ventilée à l'atmosphère afin d'éviter l'accumulation de pression dans le système.

Le capteur du dispositif de surveillance de l'humidité doit être situé dans la cartouche du purificateur de manière à assurer une mesure directe des niveaux d'humidité dans la cartouche, plutôt qu'une mesure en aval dans le système. Le capteur doit avertir les opérateurs de l'expiration imminente de la cartouche filtrante au moyen d'un message qui s'affiche sur le panneau de commande. Le compresseur doit s'arrêter automatiquement et aviser l'opérateur au moyen d'une alarme sonore et d'un message sur le panneau de commande si l'opérateur ne change pas la cartouche avant qu'elle n'expire après que l'avertissement à cet effet se soit affiché. Le capteur doit empêcher l'opérateur de redémarrer le compresseur jusqu'à ce que la cartouche usée soit remplacée par une cartouche neuve.

3.2.3 Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée doivent être équipés d'un dispositif électronique de surveillance du monoxyde de carbone (CO) qui doit mesurer en continu le taux de CO dans l'air respirable et arrêter automatiquement le compresseur si un taux de CO supérieur à 3 ppm est détecté. Le dispositif de surveillance du CO doit comprendre une trousse d'étalonnage afin que les opérateurs puissent faire des ajustements sur le terrain au besoin.

3.2.4 Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée doivent être équipés d'un système de vidange de condensat automatique doté d'un réservoir de condensat à l'épreuve de la corrosion.

ÉNONCÉ TECHNIQUE DU BESOIN

- 3.2.5 Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée doivent être équipés d'une fonction d'arrêt d'urgence en cas de faible pression d'huile ou de température élevée.
- 3.2.6 Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée doivent être équipés pour remplir simultanément deux bouteilles de plongée et doivent inclure deux conduits et deux adaptateurs de remplissage DIN¹ mâles à 90 degrés de 300 bar qui s'adaptent aux bouteilles de plongée utilisées présentement par les FAC.
- 3.2.7 Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée doivent être équipés d'un manoccontact final ayant une pression finale maximale de 300 bar et avoir un débit de remplissage d'au moins 9 pi³/min standard au niveau de la mer.
- 3.2.8 Les caractéristiques des compresseurs portatifs d'air respirable de plongée doivent être conformes ou supérieures aux exigences de la norme CSA C22.1:21 du Code canadien de l'électricité pour les boîtiers électriques et les compresseurs doivent être dotés d'un panneau de commande homologué par les Laboratoires des assureurs du Canada (ULC).
- 3.2.9 Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée doivent être équipés d'un bouton-poussoir d'arrêt d'urgence sur le panneau de commande et il doit pouvoir être réinitialisé manuellement.
- 3.2.10 Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée doivent comporter uniquement de la tuyauterie, des raccords et des pièces de fixation en acier inoxydable de la série 300 pour tous les composants sous pression posés sur les compresseurs.
- 3.2.11 Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée doivent être montés sur une plaque de base en acier ayant un facteur de sécurité d'au moins deux (2) fois la capacité de charge. La base en acier doit pouvoir accueillir adéquatement tous les composants du compresseur et permettre la libre circulation du débit d'air de refroidissement autour du compresseur et du moteur d'entraînement.
- 3.2.12 Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée doivent être équipés d'une structure tubulaire amovible qui protège les composants du compresseur de tout dommage accidentel et muni de poignées de levage pour faciliter le déplacement du compresseur. Des supports de montage antivibration doivent être installés entre les composants du compresseur et du moteur d'entraînement et le châssis de la base. La structure tubulaire doit être peinte avec un revêtement en poudre afin de protéger le métal nu de la corrosion.
- 3.2.13 Pour permettre l'interchangeabilité et la gestion de la configuration, les dimensions de tous les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée entraînés par moteur à essence, une fois la structure tubulaire et les roues déposées de la plaque de base, ne doivent pas excéder 82,55 cm (32,5 po) de hauteur par 142,24 cm (56 po) de largeur par 68,58 cm (27 po) de profondeur afin qu'il soit possible d'installer tous les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée entraînés par moteur à essence dans le compartiment prévu à cet effet sur les véhicules des unités mobiles d'intervention de plongée, comme illustré ci-dessous dans les photos 1 et 2.

¹ Deutsches Institutet für Normung e. V. (Institut allemand de normalisation).

ÉNONCÉ TECHNIQUE DU BESOIN



Photo 1



Photo 2

- 3.2.14 Le poids total d'un compresseur portatif d'air respirable de plongée ne doit pas excéder 300 kg (661,5 lb).
- 3.2.15 Les compresseurs portatifs de plongée d'air respirable de plongée doivent être équipés d'un tuyau flexible d'admission d'air de 4,57 mètres (15 pieds) adapté à une utilisation dans des applications où l'air doit être respirable. Le tuyau flexible d'admission d'air doit être doté d'un préfiltre fixé à son extrémité et de toutes les pièces nécessaires pour le raccorder directement au filtre de la prise d'air du compresseur. Le tuyau flexible d'admission d'air ne doit pas remplacer le filtre de la prise d'air installé sur le compresseur, mais plutôt ajouter une autre étape de filtration de l'air.
- 3.2.16 Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée doivent produire de l'air comprimé dont la qualité est conforme ou supérieure aux exigences minimales relatives à la pureté de l'air comprimé de plongée des FAC qui sont précisées au paragraphe 2.1.b.
- 3.2.17 Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée entraînés par moteur à essence doivent être dotés d'un moteur refroidi à l'air ainsi que d'un démarreur et d'une batterie de 12 volts. La puissance nominale du moteur doit être suffisante pour répondre aux exigences précisées au paragraphe 3.2.7, et le moteur doit pouvoir fonctionner à l'intérieur d'une plage de températures allant de -20°C à 38°C, comme précisé au paragraphe 3.3.2.
- 3.2.18 Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée entraînés par moteur à essence doivent être équipés d'un silencieux pare-étincelles pour éviter que des particules inflammables soient expulsées dans les gaz d'échappement du moteur.
- 3.2.19 Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée entraînés par moteur à essence doivent être équipés d'au moins deux roues pneumatiques montées sur un essieu rigide pour aider les

ÉNONCÉ TECHNIQUE DU BESOIN

opérateurs à manœuvrer le compresseur et les roues et l'essieu doivent pouvoir être déposés de la plaque de base de sorte que les compresseurs puissent être installés dans les compartiments prévus à cet effet dans les véhicules des unités mobiles d'intervention de plongée.

- 3.2.20 Tous les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée entraînés par moteur électrique doivent être fabriqués pour fonctionner avec un bornier blindé dédié de 208 volts c.a. et un moteur électrique complètement blindé avec ventilateur extérieur (BAVE) de 460 volts c.a. triphasé à 60 Hz. La puissance nominale du moteur doit être suffisante pour répondre aux exigences précisées au paragraphe 3.2.7.
- 3.2.21 Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée entraînés par moteur électrique (pour utilisation à l'atelier de plongée) doivent être dotés de patins isolants en caoutchouc au bas du cadre du compresseur afin de réduire la vibration et éviter que le compresseur ne se déplace pendant son fonctionnement.
- 3.2.22 Il y a 20 véhicules destinés aux unités mobiles d'intervention de plongée, qui sont situés dans différentes unités des FAC. Il faut livrer 80 patins isolants en caoutchouc supplémentaires pour les compresseurs destinés à ces unités mobiles afin de réduire la vibration transmise au véhicule.
- 3.2.23 Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée doivent être dotés d'un affichage monté sur un panneau indiquant la pression finale du manomètre en unités métriques et SAE.
- 3.2.24 Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée doivent être équipés d'un compteur d'heures à au moins cinq (5) chiffres entiers utilisant la technologie CMOS EEPROMⁱⁱⁱ à mémoire non volatile ou électromécanique.

3.3 Exigences environnementales

- 3.3.1 Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée et tous leurs composants doivent pouvoir fonctionner à l'intérieur d'une plage de températures allant de -20°C à 38°C (-4°F à 100,4°F); l'utilisation d'une huile spéciale ou d'une procédure particulière recommandée par le fabricant peut être requise pour satisfaire à cette exigence.
- 3.3.2 Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée doivent pouvoir être entreposés ou transportés à l'intérieur d'une plage de températures allant de -40°C à 50°C (-40 °F à 122°F).
- 3.3.3 Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée doivent pouvoir être transportés à des altitudes atteignant jusqu'à 16 000 mètres au-dessus du niveau de la mer.
- 3.3.4 Les cinquante-cinq (55) compresseurs portatifs d'air respirable de plongée entraînés par moteur à essence doivent démarrer, fonctionner et être opérationnels à l'intérieur de la plage de températures précisée au paragraphe 3.3.2 au niveau de la mer, et avoir un rendement d'au moins 80% du débit de remplissage de 9 pi³/min standard à une altitude de 3000 mètres au-dessus du niveau de la mer².
- 3.3.5 Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée doivent pouvoir fonctionner à une humidité relative de 95% tout en produisant de l'air comprimé dont la qualité est conforme ou supérieure aux exigences minimales relatives à la pureté de l'air comprimé de plongée des FAC qui sont précisées au paragraphe 2.1.b.

² À une température de référence de 15°C et une humidité relative de 0%

ÉNONCÉ TECHNIQUE DU BESOIN

3.4 Documentation

- 3.4.1 Un ensemble de 75 copies papier des manuels d'utilisation et d'entretien du FEO des compresseurs portatifs d'air respirable de plongée doit être fourni au moins en version anglaise. L'entrepreneur doit remettre le manuel d'utilisation et d'entretien du FEO en format MS Word ou en format électronique PDF sur une clé USB à l'AT lors de l'attribution du contrat.
- 3.4.2 L'entrepreneur doit recommander à l'AT des procédures d'entretien périodique et préventif des compresseurs d'après la documentation du fabricant d'équipement d'origine (FEO). L'entretien périodique sera effectué par du personnel formé des FAC, du personnel de l'installation de réparation du ministère de la Défense nationale (MDN) ou des entrepreneurs tiers. Les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée doivent pouvoir être entretenus par des opérateurs, d'après leurs connaissances spécialisées sur les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée, de manière à pouvoir effectuer des opérations de plongée quotidiennes normales.
- 3.4.3 L'entrepreneur doit fournir les numéros d'enregistrement canadien pour l'ensemble des éléments énumérés à l'article 3.2.1.

3.5 Certification de système de management de la qualité

- 3.5.1 L'entrepreneur doit se conformer aux exigences de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) 9001-2015, Systèmes de management de la qualité – Exigences. La version en vigueur et une copie du certificat ISO de l'entrepreneur doivent être fournies l'entrepreneur.

4.0 Livraison des compresseurs portatifs d'air respirable de plongée et des manuels d'utilisation et d'entretien

4.1 Produits livrables

- 4.1.1 L'entrepreneur doit fournir tous les articles énumérés dans le tableau 1 ci-dessous, conformément au présent ETB, au point de livraison.
- 4.1.2 Dans les 48 heures précédant la livraison, l'entrepreneur doit obtenir une autorisation de livraison auprès du MDN (logistique). Il est fortement recommandé de fournir un numéro de suivi pour la commande.

ÉNONCÉ TECHNIQUE DU BESOIN

Tableau 1

Article	Quantité	Point de livraison
Compresseurs portatifs d'air respirable de plongée entraînés par moteur électrique Numéro de pièce: _____ NSCM/NCAGE: _____	20	Ministère de la Défense nationale 25 DAFC – Section de la réception 6363, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H1N 3V9 Canada
Compresseurs portatifs d'air respirable de plongée entraînés par moteur à essence Numéro de pièce: _____ NSCM/NCAGE: _____	55	Ministère de la Défense nationale 25 DAFC – Section de la réception 6363, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H1N 3V9 Canada
Patins isolants en caoutchouc pour compresseurs portatifs d'air respirable de plongée entraînés par moteur à essence, conformément à l'article 3.2.22	80	Ministère de la Défense nationale 25 DAFC – Section de la réception 6363, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H1N 3V9 Canada
Copie papier du manuel d'utilisation et d'entretien du FEO	75	Ministère de la Défense nationale 25 DAFC – Section de la réception 6363, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H1N 3V9 Canada
Manuel d'utilisation et d'entretien du FEO en format PDF ou Word sur une clé USB	1	Ministère de la Défense nationale 25 DAFC – Section de la réception 6363, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H1N 3V9 Canada

(L'autorité contractante inscrira les numéros de pièces et les codes NSCM/NCAGE qui ont été précisés par le soumissionnaire dans sa soumission.)

4.2 Conformité

- 4.2.1 L'entrepreneur doit examiner le présent ETB et s'assurer que toutes les exigences sont clairement spécifiées.
- 4.2.2 Le chargé de projet du MDN doit approuver toute modification que l'entrepreneur souhaite apporter aux articles fournis.

4.3 Fiabilité, disponibilité et facilité d'entretien

- 4.3.1 L'entrepreneur doit garantir que les compresseurs portatifs d'air respirable de plongée sont exempts de défauts relatifs aux matériaux et à l'exécution du travail lorsqu'ils sont utilisés dans des conditions d'utilisation et de service normales pour une période de deux (2) ans (conformément aux normes commerciales habituelles). Le fabricant doit également fournir une liste des pièces de rechange (incluant tous les renseignements sur le produit), à des fins de catalogage futures par l'AT.

ÉNONCÉ TECHNIQUE DU BESOIN

- 4.3.2 La durée de vie attendue des nouveaux compresseurs portatifs d'air respirable de plongée est d'au moins 15 ans et les pièces de rechange doivent être entièrement prises en charge pour toute la durée de vie des compresseurs.

5.0 ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

AT	Autorité technique
BAVE	Blindé avec ventilateur extérieur
CSA	Association canadienne de normalisation
CO	Monoxyde de carbone
COTS	Commercial sur étagère
DIN	Deutsches Institutet für Normung e. V. (Institut allemand de normalisation)
ETB	Énoncé technique du besoin
FAC	Forces armées canadiennes
FEO	Fabricant d'équipement d'origine
Hz	Hertz
ISO	Organisation internationale de normalisation
NEC	Numéro d'enregistrement canadien
NEMA	National Electrical Manufacturers Association (Association nationale des fabricants d'équipement électrique)
MDN	Ministère de la Défense nationale
MRC	Marine royale canadienne
pi³/min standard	Pied cube standard par minute
SAE	Society of Automotive Engineers (unités de mesure américaines)
SPAC	Services publics et Approvisionnement Canada
ULC	Laboratoires des assureurs du Canada
V c.a.	Volts courant alternatif

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8482-217974/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8482-217974

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
066ml.W8482-217974

Buyer ID - Id de l'acheteur
066ml
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE B
Base de paiement et plan d'évaluation financière

Item	Description	N° de pièce, code NSCM/NCAGE	Unité de distribution	Prix unitaire ferme	Qté	Prix unitaire ferme X Quantité
1	Compresseurs portatifs d'air respirable de plongée entraînés par moteur électrique, avec copie papier du manuel d'utilisation et d'entretien du FEO	N de pièce : _____ NSCM/NCAGE : _____	Chacun	\$	20	\$
2	Compresseurs portatifs d'air respirable de plongée entraînés par moteur à essence, avec copie papier du manuel d'utilisation et d'entretien du FEO	N° de pièce : _____ NSCM/NCAGE : _____	Chacun	\$	55	\$
3	Patins isolants en caoutchouc pour compresseurs portatifs d'air respirable de plongée entraînés par moteur à essence	Non demandé	Chacun	\$	80	\$
4	Manuel d'utilisation et d'entretien du FEO en format PDF ou Word sur une clé USB	Non demandé	Chacun	\$	1	\$
5	Prix total estimatif d'expédition incluant les coûts de manutention, les droits de douane et les taxes d'accise du Canada, les coûts de transport, les frais de courtage et la TPS à l'importation.					\$
	Prix total évalué					\$

Les soumissionnaires doivent indiquer les numéros de pièce ainsi que le code OTAN des fabricants (NSCM) ou le code OTAN d'organisme commercial ou gouvernemental (NCAGE) des pièces offertes.

La dénomination sociale complète du soumissionnaire: _____

Les coordonnées complètes du représentant de l'entreprise responsable de la proposition:

Signature: _____ **Date:** _____

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8482-217974/A

Amd. No. - N° de la modif.

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8482-217974

Buyer ID - Id de l'acheteur

066ml

File No. - N° du dossier

066ml.W8482-217974

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE C À LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS

Instruments de paiement électronique

Comme indiqué à l'article 3.1.1 de la partie 3, le soumissionnaire doit indiquer les instruments de paiement électronique qu'il accepte pour le paiement des factures.

Le soumissionnaire accepte les instruments de paiement électronique suivants:

- ☐ Dépôt direct (national et international);
- ☐ Échange de données informatisées (EDI);
- ☐ Virement télégraphique (international seulement).

Signature: _____ **Date:** _____

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8482-217974/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur

066ml

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8482-217974

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

066ml.W8482-217974

ANNEXE D**Critères d'évaluation techniques obligatoires**

Article	Critère	Conforme		Référence à la page et au paragraphe pertinents de la soumission
		Oui	Non	
1	Les soumissionnaires doivent indiquer les numéros de pièce ainsi que le code NSCM/NCAGE des pièces offertes, conformément à l'article 4.1.2 de l'ETB.			
2	Le soumissionnaire doit fournir une preuve de la validité des numéros d'enregistrement canadiens pour tous les articles énumérés à l'article 3.2.1 de l'ETB.			
3	Le soumissionnaire doit fournir une copie en vigueur et valide attestant du respect de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) 9001-2015, Systèmes de management de la qualité – Exigences, conformément à l'article 3.5.1 de l'ETB.			
4	Le soumissionnaire doit fournir au moins deux références, noms et courriels, attestant de contrats d'achats gouvernementaux réalisés de manière satisfaisante au cours des cinq dernières années.			

Signature: _____ Date: _____

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8482-217974/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8482-217974

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
066ml.W8482-217974

Buyer ID - Id de l'acheteur
066ml
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE E

EXEMPLE DE DÉCLARATION DE CONFORMITÉ À L'ETB SOUS LA FORME D'UNE MATRICE D'EXIGENCES

RÉF. DE L'EDT	TITRE DU PARAGRAPHE DE L'EDT	CONFORMITÉ	RÉFÉRENCE CROISÉE DANS LA SOUMISSION	COMMENTAIRES
1.1	But	Conforme	Lu et compris	
1.2	Contexte	Conforme	Lu et compris	
1.3	Objectifs	Conforme	Lu et compris	
2.1	Généralités			
2.2	Ordre de priorité			
3.1	Généralités	Conforme	Lu et compris	
3.2	Caractéristiques			
3.3	Exigences environnementales			
3.4	Organisation	Conforme	Lu et compris	
3.5	Fabrication	Conforme	Lu et compris	
4.1	Produits livrables			
4.2	Conformité			
4.3	Fiabilité, disponibilité et facilité d'entretien			

Signature : _____ **Date :** _____

Instruction à l'intention du soumissionnaire : Il est obligatoire que toutes les sections de l'EDT soient traitées dans la matrice de conformité.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8482-217974/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
066ml

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8482-217974

File No. - N° du dossier
066ml.W8482-217974

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE « F » de la PARTIE 5 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par la Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), dans le cadre de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté [l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC – Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC - Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

Solicitation No. - N° de l'invitation W8482-217974/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 066ml
Client Ref. No. - N° de réf. du client W8482-217974	File No. - N° du dossier 066ml.W8482-217974	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Notes de fin:

ⁱ L'information n'est accessible qu'aux fonctionnaires des ministères et organismes fédéraux.

ⁱⁱ L'information n'est accessible qu'aux fonctionnaires des ministères et organismes fédéraux.

ⁱⁱⁱ **CMOS** (semi-conducteur complémentaire à l'oxyde de métal);

EEPROM (mémoire morte programmable effaçable électriquement).